



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Février 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

Cybersécurité

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 13\)](#)



[À VENIR \(p. 14\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Cécile Fauconnet qui rejoint le domaine « Armement et économie de défense ».



Cécile Fauconnet est docteur en économie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Sa thèse a été financée par la DGA et encadrée à l'ENSTA Paris. Elle a travaillé sur les questions d'innovation des entreprises de défense, et plus précisément sur le contenu et l'organisation des bases de connaissances de ces entreprises en vue de produire des innovations. Ses travaux ont notamment été publiés dans la revue *Defence and Peace Economics* ou *Technology & Innovation*.

Depuis février 2020, elle est chercheur à l'IRSEM au sein du domaine « Armement et économie de défense » et traite en particulier des questions de dynamiques et de processus d'innovation, de lien entre la science et la technologie ainsi que d'innovation environnementale au sein de la Défense.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

Research Paper No. 89 – 11 février.



« *The European Union Training Mission and the Struggle for a New Model Army in Mali* » by Denis TULL, 15 p.

The constant deterioration of the security environment in Mali since 2016 has drawn renewed attention to the state of Mali's armed and security forces, as well as outside assistance to rebuilding them. With over 500 staff and an annual budget of €16 million, the European Union Training Mission (EUTM Mali) is Mali's largest security force assistance provider in terms of training and advise. This paper outlines seven contextual, political and operational challenges that continue to hamper the impact of security force assistance. Taken together, they underscore the shared responsibilities of both recipients and providers with respect to the modest results of security force assistance.



Note de recherche n° 90 – 17 février.

« [Repenser la dissuasion nucléaire : Analyse de l'intervention présidentielle du 7 février 2020](#) » par Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 13 p.

Le 7 février 2020, le président Emmanuel Macron a prononcé un discours sur la dissuasion. Les éléments fondamentaux de la doctrine n'ont pas changé. Cependant, deux points qui constituent des éléments habituels de la politique nucléaire font l'objet d'une inflexion, tout au moins au niveau de la communication de nature politique. D'une part, la dimension européenne est marquée par une invitation concrète d'association des partenaires qui le souhaitent aux exercices dans le domaine de la dissuasion. D'autre part, l'articulation conventionnel/nucléaire est explicitée. Un lien est fait au niveau politique, sans qu'un continuum soit créé. La rupture sur l'emploi reste absolue. De manière générale, ce discours revêt bien évidemment la dimension politique attendue, mais il semble prétendre à davantage. Le président de la République propose un agenda de désarmement qui s'inscrit dans une perspective réaliste prenant en compte les données du contexte international. Il développe aussi une réflexion éthique sur l'arme nucléaire dessinant une voie équilibrée entre « un absolu moral sans lien avec les réalités stratégiques » et « un retour cynique au seul rapport de forces sans le droit ».



Note de recherche n° 91 – 28 février.

« [Le réinvestissement de la Russie au Maghreb : Enjeux et perceptions croisés](#) » par Flavien BOURRAT et Nawel DJAFFAR, 14 p.

Comme dans le reste du monde arabe, la Russie s'est réinvestie dans les pays du Maghreb, avec des objectifs en partie nouveaux par rapport au passé. Si l'Algérie et la Libye – partenaires privilégiés à l'époque de la guerre froide – restent les principaux points d'ancrage de la politique russe dans cette sous-région, Moscou veille désormais à étendre ses relations vers le Maroc et la Tunisie. Pour autant, le Maghreb ne constitue pas un intérêt fondamental pour la Russie, mais plutôt une source d'opportunités économiques et politiques. Le domaine sécuritaire reste un volet important de la coopération, notamment avec l'Algérie, où prédominent les livraisons d'armement et la formation de cadres militaires. Ce redéploiement est aussi

facilité par une proximité de vues entre les pouvoirs en place et la Russie de Vladimir Poutine au sujet des grands dossiers politico-sécuritaires régionaux, ce qui n'exclut pas une certaine prudence de la part des partenaires maghrébins quant à la coopération dans le domaine de la défense. Au-delà de ces objectifs, ce réinvestissement de la Russie pourrait avoir des prolongements vers l'Afrique subsaharienne dont le Maghreb constitue, aux yeux de Moscou, la porte d'accès.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 47 – 4 février.

« [L'Arctique : fonte des glaces, montée des convoitises](#) », avec Alexandre JUBELIN et Mikaa MERED, 1 h 18.

« Le Collimateur » reçoit Mikaa Mered, professeur de géopolitique à l'Institut libre d'études des relations internationales (ILERI) et auteur des *Mondes polaires* (PUF, 2019), afin de discuter de l'évolution de la géopolitique de l'Arctique à la lumière du changement climatique.

Avec Alexandre Jubelin, il brosse d'abord le tableau des principaux enjeux émergents dans un contexte de fonte des glaces arctiques, avant de revenir sur la longue histoire de l'Arctique en tant qu'objet de convoitise et enjeu stratégique militaire. Ils envisagent les différentes ressources qui deviennent accessibles dans la zone arctique : hydrocarbures, uranium ou terres rares, et le développement de la navigation qui pourrait suivre, ce qui excite notamment les convoitises chinoises dans la région. Puis M. Mered analyse les récentes démarches des États-Unis pour juguler la montée de cette influence, notamment le projet d'achat du Groenland, avant de conclure en évoquant les difficultés de la Russie.



Dans le viseur #4 – 7 février.

« [Des chasseurs alpins dans les montagnes afghanes](#) », avec Alexandre JUBELIN, 16 mn.

Retour vers l'armée de terre pour l'épisode 4 de « Dans le viseur », où le commandant K. raconte une opération commando dans les montagnes d'Afghanistan, par un bataillon de chasseurs alpins.



Épisode 48 – 11 février.

« [Dans l'ère des drones aériens](#) », avec Alexandre JUBELIN et Christophe FONTAINE, 1 h 13.

« Le Collimateur » reçoit le colonel Christophe Fontaine, ancien commandant de l'escadron de drones aériens 1/33 Belfort et directeur du développement stratégique en Europe pour General Atomics, pour évoquer l'histoire de ces appareils depuis leurs balbutiements jusqu'à leur développement actuel, et les implications opérationnelles et éthiques de leur utilisation.

Avec Alexandre Jubelin, il rappelle d'abord le début de sa carrière au sein des services de renseignement de l'armée de l'air, l'apparition des premiers drones aériens, le retard français dans ce domaine, puis leur rapide développement après l'embuscade d'Uzbin en 2008. Ils font ensuite un tour d'horizon des différentes puissances armées de drones avant d'en détailler les conséquences opérationnelles, notamment la permanence dans les airs, et exposent le fonctionnement concret d'un équipage de drone. Ils abordent ensuite les limites et les vulnérabilités des appareils, avant de discuter des conséquences éthiques de leur emploi et des différences de mise en œuvre entre la France et les États-Unis. Enfin, ils décrivent la formation des opérateurs de drones et les perspectives de coexistence entre drones et appareils pilotés à bord.

Avec Alexandre Jubelin, il évoque les raisons de la création de l'AID puis sa place dans le monde de la défense, avant de revenir sur son propre parcours, de sa formation de biologiste jusqu'au monde du jeu vidéo, à travers notamment la conception du jeu *Conflict Zone*, expliquant dans quelle mesure cela est transposable aux simulations dans les armées. Il décrit ensuite son activité de veille des technologies de défense via le blog *VMF 214*, puis son expérience dans le milieu des technologies de défense avant de détailler le fonctionnement de l'AID et la place de la France dans le paysage des innovations de défense. Enfin, il s'attarde sur plusieurs projets phares de l'Agence, dont « Red Team » qui rassemble des auteurs de science-fiction.



Dans le viseur #5 – 14 février.

« [Évacuation hélicoptérée au Tchad](#) », avec Alexandre JUBELIN, 16 mn.

Pour ce cinquième épisode, le LCL Florian nous fait plonger dans les détails concrets et tactiques d'une évacuation médicale par hélicoptère au Tchad.



Dans le viseur #6 – 21 février.

« [Sauvetage en haute mer](#) », avec Alexandre JUBELIN, 12 mn.

Pour l'épisode « marine » du mois, le capitaine de corvette J. raconte un souvenir de patrouille dans l'Atlantique, débouchant sur un sauvetage en mer.



French Connection #1 – 25 février.

« [La politique internationale américaine vue par les Français de Washington](#) », avec Alexandre JUBELIN, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et 8 invités, 1 h 30.

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), le directeur de l'IRSEM, est aux manettes du « Collimateur » pour le premier épisode de « French Connection » en direct de Washington, où chercheurs et intellectuels français décryptent la politique internationale des États-Unis.



Épisode 49 – 18 février.

« [Du jeu vidéo à l'Agence de l'innovation de défense](#) », avec Alexandre JUBELIN et Emmanuel CHIVA, 1 h 06.

« Le Collimateur » reçoit Emmanuel Chiva, directeur de l'Agence de l'innovation de défense (AID), afin de discuter du processus général d'innovation dans les armées.

Au programme : une discussion sur l'écosystème intellectuel de Washington avec Benjamin Haddad (Atlantic Council) ; un panel sur les relations transatlantiques avec B. Haddad, Alice Pannier (Johns Hopkins University), Olivier-Rémy Bel (MinArm-Atlantic Council), Quentin Lopinot (MEAE-CSIS) ; un panel sur l'engagement américain au Sahel avec O.-R. Bel et Q. Lopinot ; un entretien sur le Moyen-Orient avec Charles Thépaut (MEAE-Washington Institute) ; un panel sur la Russie avec Marlène Laruelle (George Washington University) et Emmanuel Dreyfus (Univ. Paris 2 – George Washington University) ; une discussion sur l'Arctique avec Stéphanie Pézard (RAND Corporation).



Têtes chercheuses #2 – 28 février.

« [Enquête dans le cœur de Washington](#) », avec Alexandre JUBELIN et Jonathan PAQUIN, 18 mn.

Pour ce deuxième épisode des « Têtes chercheuses », Jonathan Paquin, professeur de science politique à l'Université Laval à Québec, raconte la genèse et le processus d'élaboration de l'un de ses articles scientifiques, paru en 2018 dans *l'International Journal* : « [US partisan perceptions of Stephen Harper's shift in foreign policy](#) ». Au programme : naissance d'une idée, série d'entretiens avec le milieu washingtonien, problèmes de méthodologie et portée potentielle des conclusions.

- Provides a comprehensive and systematic analysis of the international law applicable to cyber operations and question of remedies.

- Highlights the limits of international law and demonstrates that international law does not constitute a panacea that solves all issues related to cyber operations.

- Provides a detailed analysis of cyber interventions and discusses new possibilities cyberspace offers states to intervene in both the internal and external affairs of another state.

ÉVÉNEMENTS

3 février : IRSEM-NIDS Seminar « French-Japanese Views on Hybrid Threats ».



L'IRSEM et le NIDS (National Institute for Defense Studies) ont exploré la question des menaces hybrides en Asie à l'occasion d'un séminaire ouvert le 3 février à l'École militaire. Cet échange s'inscrit dans le cadre du partenariat entre l'IRSEM et le NIDS entamé en 2017. Piloté par [Paul Charon](#), ce séminaire était découpé en deux panels. Le premier, modéré par [Élie Baranets](#) (IRSEM), avait pour but de discuter des différentes manières dont le concept de menaces hybrides est compris par les acteurs asiatiques ; le second, modéré par Paul Charon, de présenter des études de cas. Yamazoe Hiroshi (NIDS) a d'abord établi une comparaison entre les opérations russes et les opérations chinoises, en soulignant que contrairement aux Russes qui ne craignent pas de déplaire, les Chinois tiennent encore à défendre une image positive de la Chine. Kevin Limonier (Université Paris 8) a ensuite dressé un historique des perceptions russes des menaces hybrides, en montrant que du point de vue de Moscou ce sont les autres pays et non pas la Russie qui en



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



François DELERUE, [Cyber Operations and International Law](#), Cambridge University Press, février 2020, 550 p.

This book offers a comprehensive analysis of the international law applicable to cyber operations, including a systematic examination of attribution, lawfulness and remedies. It demonstrates the importance of countermeasures as

a form of remedies and also shows the limits of international law, highlighting its limits in resolving issues related to cyber operations. There are several situations in which international law leaves the victim State of cyber operations helpless. Two main streams of limits are identified. First, in the case of cyber operations conducted by non-state actors on the behalf of a State, new technologies offer various ways to coordinate cyber operations without a high level of organization. Second, the law of State responsibility offers a range of solutions to respond to cyber operations and seek reparation, but it does not provide an answer in every case and it cannot solve the problem related to technical capabilities of the victim.

font. Théo Clément (EHES) en a fait de même avec la Corée du Nord, dont le cas est marqué par un complexe obsidional. Masuda Masayuki (NIDS) a proposé une étude de cas sur le management de crise des Chinois, en évoquant l'émergence des « zones grises ». [Marianne Péron-Doise](#) (IRSEM) a approfondi et illustré ce concept en prenant le cas du Vietnam. Enfin, [Maud Quessard](#) (IRSEM), en prenant l'exemple des Philippines, a montré que si les États-Unis pensent d'abord les menaces hybrides comme une menace, ils y voient aussi un moyen que les acteurs régionaux en relation asymétrique avec la Chine peuvent utiliser contre celle-ci.

Carine MONTEIRO DA SILVA
Assistante de recherche

3 février : Séminaire « Réalités opérationnelles de l'environnement arctique ».



Lundi 3 février 2020, une journée de séminaire portant sur les réalités opérationnelles de l'environnement arctique face aux changements climatiques a été organisée par l'IRSEM et le CEARC. Elle avait pour objectif principal de dresser une vision réaliste des sous-régions arctiques en donnant la parole à des chercheurs, des militaires et des industriels.

Le premier panel de la journée portait sur les défis logistiques et d'exploitation des environnements polaires. Patrice Bretel, directeur de la stratégie et de l'innovation de l'Institut polaire français – IPEV, a présenté les missions de l'IPF-IPEV, agence de moyen au service de la science. Il a ensuite partagé les défis logistiques rencontrés par la base de Ny-Aalesund (Svalbard, Norvège) face à la réduction des périodes de glace de mer dans Kongsfjorden et au Svalbard et face au dégel du pergélisol. Florian Vidal, chercheur à l'IFRI et au LIED, a, lui, abordé les défis logistiques des opérations extractives en présentant deux

études de cas : Equinor (exploitation offshore en mer de Barents, Norvège) et Norilsk (exploitation minière à Norilsk, Russie).

Le deuxième panel réunissait des experts de la santé. Arja Rautio, professeure à la faculté de médecine de l'Université d'Oulu et vice-présidente de l'Université de l'Arctique, a présenté les enjeux de santé physique et mentale des populations arctiques. Ulla Timlin, chercheuse à la faculté de médecine de l'Université d'Oulu, a partagé les axes de recherche de son travail sur l'impact du dégel du pergélisol sur la santé mentale, conduit au sein du projet Nunataryuk. Cyprien Bourrilhon, médecin en chef à l'Institut de recherche biomédicale des armées, a ensuite partagé son expérience subantarctique.

Le troisième panel était axé sur les réalités opérationnelles de l'environnement arctique. Le lieutenant-colonel Benoît Mainville, commandant du 2^e Groupe de patrouilles de Rangers canadiens, a présenté ses patrouilles, leurs compositions et leurs missions. Le commandant Jacques-Olivier Chevallier, adjoint au Groupe militaire de haute montagne, a présenté les retex des raids polaires effectués au Groenland par le GMHM. Puis, Chantal Claud, directrice de recherche au CNRS (LMD, École polytechnique) et directrice de l'OVSQ (Université Paris-Saclay-UVSQ), a parlé des Polars Lows, tempêtes violentes et imprévisibles qui se forment sur les mers froides libres de glace. La disparition de la banquise augmente la probabilité de telles tempêtes et les perspectives d'une rencontre entre un Polar Low et une centrale nucléaire flottante sont inquiétantes. Enfin Hervé Baudu, professeur en chef de l'enseignement maritime à l'École nationale supérieure de la marine, a présenté le Code polaire et la navigabilité des voies maritimes arctiques, et notamment la navigation dans la Route maritime nord (RMN) qui longe la Fédération de Russie.

Le quatrième et dernier panel de la journée a donné la parole à des universitaires de terrains. Jean-Paul Vanderlinden, professeur et directeur du CEARC (Université Paris-Saclay-UVSQ), a présenté son expérience en tant que directeur de laboratoire universitaire afin d'assurer la sécurité des chercheurs sur le terrain et le respect, par ces mêmes chercheurs, des autorisations délivrées par les autorités locales, et la sécurité des sujets de recherche sur le terrain. De son côté, Michael Delaunay, doctorant au CEARC (Université Paris-Saclay-UVSQ) et chercheur associé à l'Observatoire de la politique et de la sécurité arctique (OPSA, Québec), a parlé de son expérience d'accès à un terrain canadien en territoire autochtone. Il a présenté les différentes étapes pour obtenir l'autorisation du

Comité éthique des universités canadiennes mais également de l'autorisation de recherche délivrée par les autorités autochtones du Nunavut.

La journée s'est terminée par la remise d'artefacts entre le 2 GPRC et l'IRSEM.

Magali VULLIERME
Postdoctorante

4 février : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le séminaire Jeunes Chercheurs (IRSEM/SHD) s'est réuni le 4 février dans le cadre exceptionnel du pavillon de la Reine du château de Vincennes. Animée par Hervé Drévilion, professeur d'histoire moderne à Paris I et directeur de la recherche du Service historique de la défense (SHD), cette séance dédiée aux usages des sources et des archives dans les études stratégiques s'est déroulée en deux interventions.

En introduction, Hervé Drévilion a abordé le rapport entre sources et construction des sujets. Dans la lignée d'Henry Lloyd, on distingue deux approches à l'étude de l'art de la guerre : didactique et historique. Celles-ci n'étant pas mutuellement exclusives, on en trouve chez la plupart des grands penseurs stratégiques un mélange, par exemple dans la distinction clausewitzienne entre « guerre réelle » et « guerre absolue ». Si théoriser sur la guerre implique une étude de l'histoire, celle-ci est souvent envisagée comme une « expérience pratique » selon la formule de Basil Liddell Hart, traduisant un certain manque de réflexivité dans les études stratégiques. Face à cette faiblesse épistémologique répandue, toute analyse opérationnelle se doit donc d'inclure une réflexion critique sur les sources qui l'informent, dans le sillage des travaux du général Hubert Camon.

Enfin, dans un deuxième temps, Dominique Guillemain, doctorant et chargé de recherche au SHD, a présenté l'avancement de sa thèse intitulée « Les opérations extérieures de la Marine nationale, 1962-2002 ». La notion d'OPEX étant large, il faut commencer par un travail définitionnel. Si son apparition s'inscrit bien dans le contexte des années 1990 de fin de la guerre froide, le terme d'OPEX serait en réalité un « nouvel habillage sémantique » d'objectifs historiques de la marine, à savoir les projections de force et de puissance hors du territoire national. Pour structurer cette histoire qui débute dans les années 1960 avec la chute du colonialisme français en Afrique, une périodisation en cinq temps est proposée, correspondant aux différentes utilisations des OPEX faites par chaque président de la République (par exemple la diplomatie navale de Mitterrand), et marquée par les ruptures des guerres du Golfe et du Kosovo. Ainsi, les OPEX sont considérées comme un « incubateur », révélateur de l'évolution de la Marine nationale et de son rôle au sein de la défense française et des forces interalliées. Réalisé dans le cadre du projet « Marine OPEX », ce travail doctoral fondé sur des archives classifiées correspond à une demande de l'état-major de la Marine nationale, et a donc vocation à un usage interne.

Après une brève séance de questions, une visite des locaux du SHD dans le pavillon du Roi a conclu le séminaire.

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

5 février : Conférence « Les enjeux de la vérification du désarmement nucléaire ».



L'IRSEM organisait une conférence sur les enjeux de la vérification du désarmement nucléaire le 5 février 2020 à l'École militaire autour de deux invités spécialistes des questions nucléaires : Mme Emmanuelle Maitre, chargée

de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et M. Alexandre Quinet, chargé de mission à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Le panel était modéré par [Tiphaine de Champchesnel](#), chercheuse sur les questions de dissuasion et de désarmement à l'IRSEM.

Emmanuelle Maitre a commencé son propos en soulignant que la question de la vérification était apparue très tôt au cœur de la maîtrise des armements nucléaires américano-soviétique, par exemple en 1963 dans des traités portant sur les essais mais centrée alors sur les capacités de renseignement mutuelles. À partir du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) et dans les accords START, des mesures de vérification plus poussées sont négociées, comme par exemple des inspections sur sites. Elle a ensuite mis en exergue les aspects politique et diplomatique de cette thématique en prenant l'exemple de l'initiative conduite par le Royaume-Uni, dès les années 2000, avec un État non doté, la Norvège, et une ONG, VERTIC. Elle a également décrit l'International Partnership for Nuclear Disarmament Verification (IPNDV), initiative lancée par l'administration Obama et regroupant une trentaine d'États dotés ou non de l'arme nucléaire afin de promouvoir une meilleure compréhension des défis liés à la vérification. Si l'IPNDV défriche le sujet dans la perspective de futurs accords de désarmement, elle n'est pas engageante pour les États participants et ne constitue pas une prénégociation. Certaines ONG la critiquent donc au motif qu'elle serait incompatible avec leur objectif abolitionniste.

Dans une seconde partie, Alexandre Quinet a présenté le cadre général de l'engagement de la France en matière de désarmement. La participation à des travaux sur la vérification figure parmi les quatre priorités de la France dans ce domaine avec la négociation pour un Traité interdisant la production des matières fissiles pour les armes nucléaires (TIPMF), l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et la réduction des arsenaux nucléaires les plus importants. (Le discours sur la stratégie de défense et de dissuasion prononcé par le président de la République le 7 février 2020 fait état de ces priorités et souligne que « tout accord de désarmement n'est rien s'il ne peut pas être vérifié de façon robuste ».) La France participe à l'IPNDV depuis son lancement en 2015. La phase I (2016-2017) a permis d'identifier des technologies et des procédures rendant la vérification multilatérale possible. La phase II (2018-2019) a conduit à expérimenter ces outils. Dans cette logique, l'exercice franco-allemand NuDiVe (NUclear Disarmament VERification) a rassemblé une vingtaine de participants d'une dizaine de nationalités du 23 au 27 septembre 2019 sur le site

de recherche nucléaire de Juliers/Jülich (Allemagne). A. Quinet, qui a participé à sa conception, en a détaillé les principaux objectifs. NuDiVe avait pour but de tester une partie des conclusions de l'IPNDV. Il s'agissait de mettre en œuvre, de manière réaliste, des modes d'inspection destinés à garantir que des matières nucléaires n'avaient pas pu être détournées lors du démantèlement de l'arme, tout en respectant les contraintes liées à la non-prolifération et à la sécurité nationale. Au-delà de la validation des procédures, cet exercice a démontré l'intérêt des activités pratiques pour développer les connaissances en matière de vérification et pour permettre à des représentants d'États non dotés de s'approprier un sujet dont l'accès pourrait par ailleurs leur être fermé, en raison de l'obligation pour les États dotés de s'abstenir de transmettre des informations à caractère proliférant.

Les deux intervenants se sont accordés sur l'idée que cette thématique serait nécessairement discutée lors de la prochaine conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui se tiendra du 27 avril au 22 mai prochain.

Tiphaine de CHAMPCHESNEL
Chercheuse Dissuasion et désarmement nucléaires

Victor ARNAUD
Assistant de recherche

7 février : Séminaire Hybrid CoE.



À la suite de la première réunion du groupe d'experts « Chine » constitué par le think tank européen Hybrid CoE à l'université d'Harvard en 2019, l'IRSEM s'est associé à Hybrid CoE pour accueillir la deuxième réunion du groupe en 2020. Le 7 février 2020, [Juliette Genevaz](#), qui fait partie de ce groupe d'experts européens, a organisé une journée d'étude sur les menaces hybrides venues de Chine.

Réunissant des experts de la Chine contemporaine issus d'une douzaine de pays européens différents ainsi que des décideurs de ces États, la journée d'étude avait pour but de proposer des mesures d'action publique pour faire face aux divers types de menaces hybrides venues de Chine. Autour des thèmes du mercantilisme chinois, du nouveau rôle de puissance internationale de la Chine et de la volonté de contrôle de son gouvernement, les participants à la journée d'étude ont réfléchi à des modes d'action publique permettant aux pays européens de répondre aux nouvelles ambitions internationales de la Chine.

Juliette GENEVAZ
Chercheuse Chine

26 février : Annual Seminar of the South Asia Observatory, « Reconfigurations of Civil-Military Relations in India and Pakistan ».



L'Observatoire de l'Asie du Sud, piloté par NORIA depuis 2018 avec le soutien de l'IRSEM et de la DGRIS, a tenu son séminaire annuel le 26 février à l'INALCO. Ce séminaire en anglais a rassemblé deux interventions sur le thème : « Reconfigurations of Civil-Military Relations in India and Pakistan », dont l'actualité des récentes émeutes meurtrières à New Dehli, suscitant des appels à l'intervention de l'armée, a été soulignée par les brefs propos introductifs de Xavier Houdoy, analyste Inde et Asie du Sud au *South Asia Program* de NORIA ; [Raphaëlle Khan](#), chercheuse Inde-Asie du Sud à l'IRSEM ; et Anne Viguier, maître de conférences en histoire moderne et contemporaine de l'Inde à l'INALCO.

La première communication était celle de Steven Wilkinson, professeur de science politique et d'études indiennes et sud-asiatiques à l'Université de Yale, intitulée « Army and Nation in India Today », et adaptée de sa

présentation faite dans le cadre du séminaire de discussion « The army and the nation in India today: New perspectives », co-organisé la veille par l'IRSEM et le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po. Dans celle-ci, il est revenu sur les conclusions de son ouvrage *Army and Nation: The Military and Indian Democracy Since Independence* (Harvard University Press) pour mieux se pencher sur les évolutions de l'armée indienne depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Modi. En effet, si son ouvrage publié en 2015 soulignait le strict contrôle du pouvoir politique civil sur l'armée et le caractère apolitique de cette dernière en Inde, de récentes réformes, notamment la création du poste de *Chief of Defense Staff*, soulèvent de nouvelles problématiques dans les rapports civils-militaires en Inde.

Les propos du professeur Wilkinson ont ensuite été discutés par Grégory Daho, maître de conférences en science politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, qui a constaté de multiples parallèles entre les tendances observées en Inde et l'évolution de l'armée française.

Dans un deuxième temps, le séminaire s'est tourné vers le Pakistan, avec la communication d'Ayesha Siddiq, *Research Associate* à la School of Oriental and Asian Studies, en direct sur Skype depuis Londres. Dans son intervention « China-Pakistan – Divided between Civil & Military », Siddiq a retracé la tradition militaire pakistanaise d'intervention, voire de captation de la vie politique nationale par une armée qui se perçoit comme garante de l'État pakistanais menacé par l'instabilité et la corruption du pouvoir politique. Aujourd'hui, l'effacement relatif de l'armée derrière le gouvernement civil du Premier ministre Imran Khan serait non pas un signe de désengagement, mais plutôt l'émergence d'un « *hybrid civil-military rule* ».

Dans son retour sur cette intervention, Cyril Magnon-Pujo, maître de conférences en science politique à l'Université Lumière Lyon-2, est revenu sur la transformation du rôle de l'armée pakistanaise, d'une logique de gouvernement vers celle d'une gouvernance ou de *soft intervention*, sans pour autant discréditer la question des rapports de force subsistant entre politique et militaire, trop souvent effacés par le prisme à connotation coopérative de la gouvernance.

Olivier Blarel (DGRIS) a clôturé le séminaire en remerciant les organisateurs pour leur implication dans ces discussions stimulantes sur le sous-continent indien, encore trop peu fréquemment étudié en France.

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

28 février : Visite de Nguyễn Hưng Sơn, directeur de l'Institut sur la Mer de l'Est, Académie diplomatique du Viêt Nam (ministère des Affaires étrangères de la RS du Viêt Nam).



Le 28 février 2020, l'IRSEM a reçu Nguyễn Hưng Sơn (directeur de l'Institut sur la Mer de l'Est, Académie diplomatique du Viêt Nam [ministère des Affaires étrangères de la RS du Viêt Nam]). La discussion a tourné autour de la recrudescence des tensions régionales en mer de Chine méridionale (MCM) depuis l'été 2019, sur fond de rivalité croissante entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Nguyễn Hưng Sơn a proposé un nouveau bilan des enjeux politiques, militaires, juridiques, économiques, environnementaux, scientifiques et culturels de cet espace maritime âprement disputé, ainsi qu'une réévaluation de sa situation stratégique vue depuis Hanoï.

Benoît de TRÉGLODÉ
Directeur du domaine « Afrique – Asie »

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Modération d'un panel pour le séminaire « French-Japanese Views on Hybrid Threat », École militaire, 3 février 2020.



Flavien BOURRAT

- Publication : « [Le réinvestissement de la Russie au Maghreb : enjeux et perceptions croisés](#) », Note de recherche de l'IRSEM n° 91, 28 février 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation : « Dissuasion et prolifération nucléaires » dans le cadre du master NRBC du Val-de-Grâce, 4 février 2020.

- Organisation et modération de la conférence « Les enjeux de la vérification du désarmement nucléaire », École militaire, 5 février 2020.

- Publication : « [Repenser la dissuasion nucléaire : Analyse de l'intervention présidentielle du 7 février 2020](#) », Note de recherche de l'IRSEM n° 90, 17 février 2020.



Paul CHARON

- Modération de la table ronde « Case studies in Hybrid threats », dans le cadre du colloque « French-Japanese Views on Hybrid Threats », organisé conjointement par le National Institute for Defense Studies (NIDS) japonais et l'IRSEM, École militaire, amphithéâtre

Suffren, 3 février 2020.

- Conférence : « Méthodes et moyens de l'anticipation stratégique », avec comme discutant Alain Graf, directeur de cabinet du directeur de l'IHEDN, dans le cadre des Lundis de l'IHEDN, École militaire, amphithéâtre Foch, 24 février 2020.



François DELERUE

- Chercheur invité, The Hague Program on Cyber Norms, Université de Leyde, Pays-Bas, 13-21 février 2020.

- Présentation avec Aude Géry et Kevin Limonier, « La politique de cybersécurité aux États-Unis », petit-déjeuner

IVLP, organisé par le Cercle Jefferson et l'ambassade des États-Unis en France, 27 février 2020.

- Animation d'un nouveau format du « Collimateur », le podcast de l'IRSEM, « [French Connection](#) », enregistré à Washington DC avec 8 intervenants français en poste dans des universités et des think tanks locaux, 24 février 2020 (diffusé le 25 février).

- Intervention sur les limites des mesures prises contre les manipulations de l'information à un atelier France-Canada sur la désinformation, Ambassade du Canada en France, Paris, 25 février 2020.



Juliette GENEVAZ

- Organisation de la journée d'étude annuelle du groupe d'experts « Chine » de l'institut de recherche européen Hybrid CoE, École militaire, 7 février 2020.



Raphaëlle KHAN

- Discussion de l'intervention du Pr Steven Wilkinson pour le séminaire « The Army and The Nation in India Today: New Perspective », Sciences Po CERI, 25 février 2020.

- Colloque annuel de l'Observatoire sur l'Asie du Sud, « Reconfigurations of civil-military relations in India and Pakistan », INALCO, 26 février 2020.



Pierre HAROCHE

- Intervention sur la matinale de France Culture pour commenter la visite du président Macron en Pologne, 4 février 2020.



Céline MARANGÉ

- Discussion de la conférence d'Andrey Kortunov, directeur général du Russian International Affairs Council, intitulée « Trump : quels enseignements tirés par la Russie ? », dans le cadre de la chaire « Grands enjeux stratégiques contemporains » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 3 février 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : avec Jean-Vincent Holeindre, « ["Maître Yoda" : l'apport de Pierre Hassner à l'étude des relations internationales](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 827, février 2020, p. 10-14.

- Conférence : « Le contre-terrorisme dans les séries télévisées américaines » dans le séminaire de Céline Jurgensen, « Art, culture et guerre », École normale supérieure Ulm, Paris, 11 février 2020.

- Participation à la Munich Security Conference 2020 (en tant que Munich Young Leader 2018), Munich, Allemagne, 13-15 février 2020.

- High-Level Transatlantic Working Group on Disinformation and Emerging Technology, Stanford University, Palo Alto, États-Unis, 19-21 février 2020.

- Animation du séminaire Phoenix (visant à faire connaître les travaux des doctorants soutenus par la DGRIS auprès des industries de la défense), qui portait sur les stratégies d'influence et réunissait Dimitri Minic, spécialiste des stratégies indirectes russes, et Christelle Camels, spécialiste des stratégies des États au sein de l'OTAN, site Balard, 7 février 2020.

- Intervention : « Les lieux et les acteurs de l'expertise internationale en Russie », discussion de Sabine Jansen, professeur au CNAM, dans le cadre du séminaire de sociologie politique du CERCEC à l'EHESS intitulé « L'autoritarisme en question. Gouverner et s'engager dans les sociétés post-soviétiques », 28 février 2020.



Anne-Laure MAHÉ

- Conférence : « Soudan : bilan et perspectives », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 11 février 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Intervention : « Facing China gray zone operations in the South China sea: Vietnam's case study », dans le cadre du séminaire IRSEM/NIDS consacré aux menaces hybrides « French-Japanese Views on Hybrid Threats », École militaire, 3 février 2020.

- Participation au workshop « New year, new approach: what's next for DPROK affairs in 2020? » organisé par l'Institut d'études européennes/VUB et le média *NKnews*, Bruxelles, 19 février 2020.

- Intervention dans le cadre du colloque « Mer de Chine méridionale et Indo-Pacifique : comment garantir une sécurité commune ? », organisé par la Fondation Gabriel Péri, Paris, 25 février 2020.

- Entretien avec Thomas Delage, « La sécurité maritime : un enjeu stratégique croissant pour les États », *Diplomatie*, Grands Dossiers n° 5, « Géopolitique des mers et océans », mars-avril 2020, p. 66-70.



Maud QUESSARD

- Communication : « Hybrid Threats and US challenges in the SCS. The example of the Philippines », dans le cadre du séminaire NIDS/IRSEM « French-Japanese Views on Hybrid Threats », École militaire, 3 février 2020.

- Publication : « [Rebranding Soft power](#) », *Études anglaises*, vol. 72, 2019/4, p. 469-485.

- Invitée à l'émission de Jean Lebrun, « [La stratégie d'influence : les États-Unis et leurs contradictions épisode 2](#) », *La Marche de l'Histoire*, France Inter, 4 février 2020.

- Interview par Guillaume Erner, « [GAFA et fausses informations : comment sécuriser les élections américaines ?](#) », *La Question du Jour*, France Culture, 6 février 2020.

- Entretien avec Alix Dorveaux, « Fake news: la contre-attaque limitée des GAFAM pour la présidentielle américaine », *Challenges*, 8 février 2020.



Benoît RADEMACHER

- Modérateur du panel sur les réalités opérationnelles de l'environnement arctique dans le cadre du séminaire conjoint IRSEM/CEARC « Réalités opérationnelles de l'environnement arctique », École militaire, 3 février 2020.

- Intervention dans l'atelier de réflexion « Conventions » sur le thème des offsets dans le secteur de l'armement, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 7 février 2020.



Pierre RAZOUX

- Conférence : « Recompositions géopolitiques en Méditerranée et au Moyen-Orient » au profit des étudiants de Master 2 et doctorats à l'université Paul Valéry de Montpellier, 3 février 2020.

- Article : « [Le Brexit aura des conséquences en Méditerranée](#) », *FMES*, 5 février 2020.

- Conférence : « Renseignement et reconfigurations géopolitiques au Moyen-Orient » au profit des étudiants de Master 2 et doctorats à l'université Paris Sorbonne, 11 février 2020.

- Interviewé par Renaud Malik pour décrypter la crise entre la Syrie, la Russie et la Turquie à propos de la bataille d'Idlib, et pour présenter l'utilité du wargaming à des fins d'analyse prospective, *Forum*, Radio Télévision Suisse, 12 février 2020.

- Conférence : « Perspectives géopolitiques pour le nouveau leadership omanais » dans le cadre du séminaire « Orient 2020 » de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 18 février 2020.

- Conférence : « Le programme balistique iranien : dissuasion ou volonté de puissance ? » dans le cadre du colloque « Iran, quelle influence régionale ? » organisé par l'IREMMO, 21 février 2020.

- Embarquement sur le porte-avions *Charles de Gaulle* en Méditerranée orientale (cycle de conférences, échanges d'expertise, briefings), 23-29 février 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Intervention : « Le Viêt Nam, l'ASEAN et la mer de Chine méridionale », lors de la conférence internationale organisée par l'université Paul Valéry-Montpellier 3, « Mer de Chine méridionale. Défis et opportunités pour la France et le Viêt Nam, les États riverains et les puissances de l'Indo-Pacifique », Assemblée nationale - Sénat, 27 janvier 2020.
- Publication : avec N. Fau (dir.), *Hérodote*, « L'Asie du Sud-Est », n° 176, 1^{er} trimestre 2020.
- Article : « Géostratégie du Viêt Nam dans les Spratleys et les États riverains de l'ASEAN », *Hérodote*, « L'Asie du Sud-Est », n° 176, 1^{er} trimestre 2020, p. 43-58.
- Interviewé par Michel de Grandi, « L'économie du Vietnam en pleine forme », *Les Échos*, 13 février 2020.



Denis TULL

- Intervention sur « la reconstruction de l'armée malienne » à l'École de guerre allemande (Führungsakademie der Bundeswehr), Hambourg, 3 février 2020.
- Publication : « The European Union Training Mission and the Struggle for A New Model Army In Mali », Research Paper No. 89, IRSEM, 11 février 2020.



Magali VULLIERME

- Organisation du séminaire conjoint IRSEM/CEARC « [Réalités opérationnelles de l'environnement arctique](#) », École militaire, 3 février 2020.



Océane ZUBELDIA

- Intervention sur la thématique des drones dans le cadre d'une conférence du module « Spécifique Air » de l'École de guerre, École militaire, 27 février 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

CYBERSÉCURITÉ

Nancy Ayer Fairbank, « [The state of Microsoft?: the role of corporations in international norm creation](#) », *Journal of Cyber Policy*, 4:3, 2019, p. 380-403.

Microsoft est-il un « entrepreneur de normes », selon l'expression issue des travaux pionniers de Martha Finnemore et Kathryn Sikkink ? Dans cet article fondé sur une enquête empirique mêlant communications de l'entreprise et entretiens avec des acteurs, Nancy Ayer Fairbank se penche sur les efforts déployés par Microsoft depuis 2017 pour promouvoir le développement et l'adoption de normes internationales en matière de cybersécurité. Son engagement répondrait à quatre objectifs : renforcer la confiance vacillante des utilisateurs ; protéger les produits Microsoft qui sont *de facto* les cibles de ce nouveau champ de bataille non régulé ; clarifier le partage des responsabilités entre acteurs privés et publics ; et enfin accroître l'influence socio-politique de l'entreprise dans ce domaine de gouvernance. Sa stratégie se décline en trois initiatives interconnectées et visant des publics différents : le *Cybersecurity Tech Accord* pour ses pairs de l'industrie, la *Digital Geneva Convention* à destination des États, et enfin la campagne *Digital Peace Now* visant à mobiliser les citoyens-utilisateurs. Cet enrôlement du public est encore peu étudié. Selon Fairbank, en convainquant les *digital citizens* qu'ils partagent les mêmes intérêts que la multinationale, c'est-à-dire la protection des « innocents » (entreprises et individus) contre la cyberguerre étatique, Microsoft pourrait exercer une pression indirecte sur les États démocratiques, tout en légitimant sa place dans la gouvernance de la cybersécurité, et ce notamment comme porte-parole du secteur privé.

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Inflexions, « Espaces », n° 43, 2020/1.

Le dernier numéro de la revue de l'armée de terre *Inflexions* (n° 43, 2020/1), propose une réflexion sur le thème « espaces », à travers un dossier de 19 courts articles, rédigés par des contributeurs militaires (toutes les armées y sont représentées) et universitaires, aux approches très diverses

– de l'histoire à la prospective, en passant par la médecine, la géographie, le droit, et bien sûr la stratégie et la tactique. Informée par le postulat de départ selon lequel « l'histoire traditionnelle du lien de l'homme envers un espace à découvrir est celle de l'identification et de la perception, de la conquête, de l'occupation, de la normalisation et finalement du conflit » (p. 10), la démarche présidant à ce dossier est celle d'une réflexion sur la manière dont ce postulat se vérifie dans de nouveaux espaces, physiques (espace exo-atmosphérique, fonds marins, villes) comme immatériels (juridique, cyberspace, réseaux sociaux). C'est donc un panorama pluridisciplinaire de la notion d'espace qui transparaît, laquelle s'avère être un cadre pertinent à l'analyse des transformations contemporaines de la conflictualité et de la guerre, mais aussi plus généralement du fait militaire. Comme le lieutenant-colonel de l'armée de terre et auteur Brice Erbland dans son éditorial, on retiendra la définition selon laquelle « un espace est une étendue, abstraite ou non, ou la perception de cette étendue [...] envisagé[e] comme une structure englobante rassemblant choses et lieux », proposée par le médecin général des armées (2S) Patrick Godart (p. 15).

Les « nouveaux » espaces exo-atmosphérique et cyber reviennent régulièrement, parfois d'ailleurs pour être mis en parallèle, notamment par rapport à leur nature *a priori* « lisse » – pour reprendre les catégories d'analyses avancées par l'officier d'active Hervé Pierre, dans sa synthèse originale entre les travaux de Carl Schmitt sur l'expansion du *nomos* de la Terre, et ceux de Gilles Deleuze et Félix Guattari sur la dichotomie entre espaces « lisse » et « strié » (p. 29). Ces deux états constituant les extrémités d'un continuum, on observe dans de multiples articles l'interconnexion croissante des divers espaces et milieux du militaire (air-espace, réel-virtuel, mer-terre, etc.), sinon une hybridation participant au « striage » de nouveaux espaces « territorialisés ».

Enfin, malgré une tendance globale lourde soulignée à maintes reprises à la déterritorialisation portée par les nouvelles technologies de 4^e Révolution industrielle, au profit d'espaces immatériels et de logiques de réseaux, notons la persistance des notions géopolitiques de frontière et de territoire. L'espace serait ainsi inextricablement lié à la frontière, qui lui donne corps en définissant son extérieur, selon le lieutenant-colonel Jean Michelin ; ainsi qu'au territoire, redéfini largement par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS spécialisé en cyberstratégie et influence, comme « la coïncidence d'une zone où peut se déployer l'activité d'une espèce et du sens qu'elle donne à cet espace » (p. 97).

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche



Quentin Müller, Brice Andlauer et Pierre Thyss, *Traducteurs Afghans. Une trahison française*, La Boîte à bulles, 120 p.

Pendant son intervention en Afghanistan, l'armée française a employé 800 traducteurs (*Tarjuman*) pour l'assister durant ses diverses missions à Kaboul et ses environs (2002-2006), en Surobi et Kapisa (2007-2012) et partout où ses soldats avaient besoin d'entrer en contact avec les Afghans. À la suite du retrait des troupes combattantes, à la fin de l'année 2012, et des dernières forces, en décembre 2014, la France a refusé d'en rapatrier la majorité, pourtant menacés par le retour en puissance des talibans et des milices extrémistes dans le pays. Brice Andlauer et Quentin Müller, deux journalistes auteurs d'un livre sur le sujet – *Tarjuman, enquête sur une trahison française* (Bayard Culture, 2019, 332 p.) –, épaulés par Pierre Thyss pour la mise en images, nous convient à découvrir les trajectoires de vie de trois interprètes : Abdul Razeq Adeel, Shekib Daqiq et Zainullah Oryakhail, dit Orya. Un récit puissant, qui met en scène leur chemin de vie pour mieux dénoncer le refus de leur demande de protection. Cette bande dessinée présente un style de dessin de type cartoon, suivant le désir des auteurs de porter cette histoire vers le grand public. Il n'est pas question de reconstitution historique. Le réalisme des uniformes ou le choix des armes n'est pas le plus important ici. La chronologie, à l'image de l'effort de mémoire des protagonistes qui se plongent dans leurs souvenirs, hésite et balbutie parfois. Mais l'important n'est pas là. Les choix esthétiques laissent parler l'émotion et nous font parta-

ger la vie de ces Afghans, leurs difficultés et leurs drames. Au fil des pages, ce récit, léger et parfois drôle au départ, prend un tour sombre et de plus en plus angoissant. Les traducteurs subissent la haine des talibans, l'humiliation publique, certains sont tués ou blessés et leurs femmes agressées. Pourtant, dans leurs mots n'affleurent ni critique ni ressentiment, seule la fatalité d'un peuple qui a déjà tellement souffert de la guerre. Cette bande dessinée témoigne du combat de Français qui ne veulent pas abandonner ces traducteurs devenus pour certains des compagnons d'armes.

Christophe LAFAYE
Chercheur Défense et société

À VENIR

10 mars : [Conférence « Launch of the Military Balance 2020 »](#). L'IRSEM et l'International Institute for Strategic Studies (IISS) ont le plaisir de vous inviter au lancement parisien du volume *Military Balance 2020*, le 10 mars à l'École militaire (amphithéâtre Lacoste), de 16h à 18h. L'événement se déroulera en anglais et en français. [Inscription obligatoire.](#)



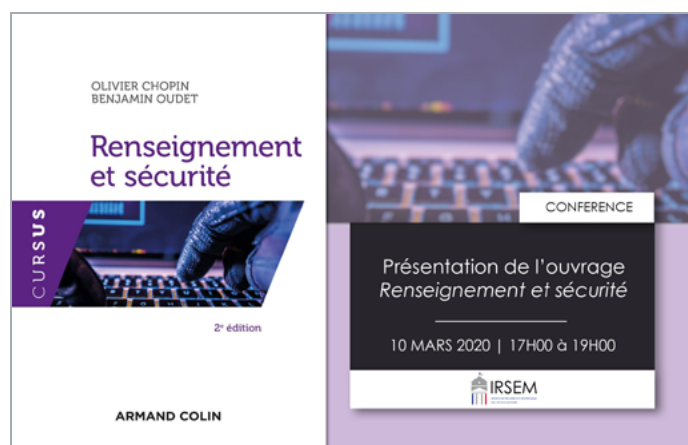
The Military Balance is the Institute's annual assessment of the military capabilities and defence economics of 171 countries worldwide. It is an essential resource for those involved in security policymaking, analysis and research.

Published each year since 1959, The Military Balance is the IISS's annual assessment of global military capabilities and defence economics. It is available in print and digital formats, and is also available as a database – Military Balance+ – which allows users to customise, view, compare and download data instantly, anywhere, anytime.

The Military Balance is an essential resource for those involved in security policymaking, and an indispensable handbook for anyone conducting analysis of military affairs, whether in the armed forces, government, defence industry, academia, consultancy or the media.

A team from the IISS will visit IRSEM on 10 March 2020, to discuss key findings from this year's edition and global trends in defence policy, capability and defence economics.

10 mars : L'IRSEM a le plaisir de vous inviter à la présentation de l'ouvrage *Renseignement et sécurité*, de Olivier Chopin et Benjamin Oudet, à l'École militaire, de 17h à 19h. [Inscription obligatoire.](#)



23 mars : L'IRSEM a le plaisir de vous convier au colloque international « *Intégration européenne et rivalités de puissance dans les Balkans occidentaux* » qui se tiendra le 23 mars 2020, à l'École militaire (amphithéâtre Suffren), de 14h à 18h. [Inscription obligatoire.](#)



Le rôle de l'UE s'est révélé crucial pour remodeler l'infrastructure institutionnelle dans les Balkans occidentaux, contribuer à résoudre les disputes bilatérales et renforcer la coopération régionale. En même temps les défis internes et externes à l'UE et aux pays des Balkans occidentaux rendent la situation particulièrement complexe. Les instruments de la conditionnalité ont été mis à mal par le ralentissement du processus d'élargissement, les crises économiques et financières, la montée des populismes, le Brexit, les demandes internes de réforme de l'UE, les crises migratoires, etc. Plusieurs initiatives ont été lancées pour réaffirmer le rôle de l'UE dans la région et favoriser l'élargissement mais les États membres leur attribuent un soutien inégal et ne s'accordent pas tout à fait sur la marche à suivre. Ces difficultés sont autant d'opportunités offertes aux puissances non occidentales souhaitant accroître leur influence dans la région. La Russie est de plus en plus présente, la Turquie réinvestit la région et la Chine y fait son entrée. Dès lors, on pourrait se demander si l'implication des puissances régionales menace l'ordre européen et quels défis ils représentent pour la politique européenne dans la région.